

gouvernement central constitue le problème, tandis qu'il fait partie de la solution aux yeux du Canada anglais.

Le Traité de Maastricht a élargi le processus d'intégration économique au domaine de la politique monétaire, mais il a fixé l'objectif d'une monnaie commune avant la fin du siècle. Il a mis en place un processus de collaboration politique et a convenu d'une ligne de conduite commune en matière de défense et de politique étrangère. Ces domaines de nature délicate resteront la prérogative des chefs d'État siégeant au Conseil européen.

• (1600)

Se pose alors la question suivante: Si, comme le clament souvent nos médias, l'Union européenne représente la voie de l'avenir, pourquoi ne pas proposer ce modèle comme solution à notre problème national? Si Maastricht symbolise le siècle prochain, pourquoi le Canada anglais ne propose-t-il pas le même genre d'arrangement avec le Québec? Les dispositions prévues dans le Traité de Maastricht seraient beaucoup plus faciles à négocier entre le Québec et le Canada qu'entre douze États très différents les uns des autres.

[Français]

Qu'on ne se méprenne pas. Les députés du Bloc n'oublieront pas que leur engagement souverainiste constitue la justification profonde de leur présence en cette Chambre. En ce sens, et de notre côté, la campagne référendaire est commencée. Mais, en même temps, nous n'acceptons pas que la crise économique soit dissociée des causes qui l'ont produite.

Dans l'immédiat et jusqu'à la décision référendaire des Québécois et des Québécoises, les députés du Bloc veilleront à protéger l'avenir en jurant, dans toute la mesure du possible, les maux du présent. Ces maux s'appellent: chômage, pauvreté, laxisme budgétaire, chevauchements indus, menaces pesant sur les programmes sociaux, injustices fiscales, perte de confiance dans les institutions et les dirigeants politiques.

Toutes ces questions, qui affectent directement les intérêts du Québec, concernent tout autant les intérêts du reste du Canada. Nos aspirations nous désunissent par leur divergence, mais nos problèmes sociaux, économiques et budgétaires sont communs.

[Traduction]

Comme le dirait le premier ministre Bob Rae, nous sommes tous dans le même bateau.

[Français]

Qui peut contester la légitimité même pancanadienne du combat que livrera le Bloc pour limiter les dégâts, créer des emplois, juguler le déficit et contenir les assauts contre les programmes sociaux? Le caractère universel de ces préoccupations confère une légitimité certaine à la réponse commune que nous leur apporterons. Au reste, nous en avons reçu le mandat électoral. Nos 54 sièges ont été attribués par les maîtres du jeu que sont les électeurs. Ces sièges ont-ils moins de poids parce qu'ils viennent du Québec?

*L'Adresse*

J'entends déjà des adversaires objecter que c'est uniquement à la faveur d'une répartition erratique des sièges du Canada anglais entre libéraux et réformistes que le Bloc s'est mérité le deuxième plus grand nombre de députés. Mais la fragmentation des votes et sa transposition sur la carte électorale sont aussi une manifestation de la volonté de l'électorat. C'est la combinaison de l'ensemble des votes, qu'ils viennent du Québec ou du reste du Canada, qui nous a assuré l'opposition officielle. De sorte que critiquer la prise en charge de cette responsabilité par le Bloc québécois, c'est manquer de respect envers l'ensemble du processus démocratique.

Nous allons donc les assumer, ces responsabilités. Nous le ferons de façon loyale, correcte et résolue. Nous savons que c'est aussi ce que veulent les Québécoises et les Québécois qui ne nous pardonneraient pas de nous comporter autrement.

Dans cette perspective, deux exigences guideront notre action: équité et sens des responsabilités. Sur ces deux plans, le discours du Trône s'avère profondément décevant. À l'heure où plus d'un enfant sur six et une famille sur huit vivent au Canada sous le seuil de la pauvreté, où un million et demi de personnes sont en chômage, où de plus en plus de gens au Québec voient dans ce désastreux bulletin de santé la preuve de l'échec du fédéralisme canadien, on pouvait s'attendre à un ralliement aussi énergique que spectaculaire de la part du nouveau gouvernement.

La déception s'annonce grande et générale, aussi bien chez les démunis, les chefs de famille, les jeunes et les personnes âgées, que chez les gens d'affaires et les investisseurs.

Tous auront espéré en vain connaître les mesures précises et concrètes susceptibles de remettre la population au travail. Car le gouvernement n'a trouvé rien de mieux à faire que de nous servir un condensé du petit livre rouge. Les cent premiers jours de cette administration ne passeront pas à l'Histoire.

Car on aura beau scruter le discours du Trône, on n'y verra aucune des réponses attendues.

Qu'y a-t-il en matière de projets porteurs d'espoir? Rien. On continue d'épiloguer sur le fourre-tout des équipements municipaux. Pour utile qu'il puisse s'avérer, ce programme est tragiquement insuffisant pour relancer l'économie. Ce gouvernement n'a pas compris l'absolue nécessité de redonner espoir à la population. Comment les chômeurs peuvent-ils reprendre courage, comment les décideurs économiques peuvent-ils songer à investir, si les gouvernants n'ont pas eux-mêmes conscience de la gravité de la situation? Alors qu'il fallait frapper un grand coup, par exemple lancer les travaux de TGV entre Windsor et Québec, transférer les programmes et les ressources de formation de la main-d'oeuvre à Québec, où on le demande de façon pressante et unanime depuis longtemps, alors qu'il fallait créer un fonds de reconversion de l'industrie militaire en industrie civile, alors qu'il fallait mettre en place tant de mesures, le gouvernement a préféré s'en tenir à la publication d'un autre vague dépliant de propagande électorale.